

UN MÉGAPHONE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE

Quand la solidarité doit se faire entendre

Le 26 novembre 2025, au conseil municipal de Toulouse, j'ai dû utiliser un mégaphone pour demander l'aération d'une salle où le CO2 a atteint jusqu'à 1200 ppm avec 26°C en fin de journée. La droite a refusé d'agir. La gauche l'a laissée faire.

Moudenc cite un seuil périmé et tronque sa source

Le maire s'est défendu en brandissant un avis de l'ANSES de 2013 mentionnant un seuil de 1000 ppm. **Cet argument est irrecevable** : il tronque sa source en omettant que l'ANSES qualifie ce seuil de « *sans fondement sanitaire explicite* », et ignore que ce même document signale des effets sanitaires dès 850 ppm.

De plus, ce seuil de 1000 ppm concernait la concentration intellectuelle des élèves, pas la transmission virale. Pour la qualité de l'air comme pour le Covid, le seuil de référence est désormais 800 ppm : c'est ce que recommande le Haut Conseil de la Santé Publique depuis avril 2021, et ce que fixe l'arrêté du 27 décembre 2022.

Avec 1200 ppm mesurés le 26 novembre, la salle dépassait même l'ancien seuil périmé qu'il invoque à tort.

L'argument du froid : une hypocrisie

Le maire a invoqué le froid pour refuser d'aérer. Or la température dans la salle atteignait **24 à 26°C** fenêtres fermées. Avec l'aération, elle n'est jamais descendue en dessous de 19°C.

Les mêmes élus qui se plaignent du froid à 19°C imposent cette température aux locataires des logements sociaux.

Jean-Luc Moudenc avait pourtant une alternative pour éviter d'aérer et de refroidir la salle : **installer des purificateurs d'air HEPA**. Cette solution, que je lui ai proposée par écrit avec toute la documentation scientifique, a été ignorée.



Des alertes ignorées depuis des années

Après de nombreuses alertes lors des conseils depuis 2021, dès **janvier 2023**, j'ai adressé un courrier détaillé à Daniel Rougé, professeur de médecine et adjoint au maire, avec toute

la documentation scientifique (CDC, OMS, HCSP) et des solutions concrètes : filtres HEPA, boîtes Corsi-Rosenthal.

En **décembre 2023**, la mairie m'a répondu par écrit, reconnaissant l'existence de capteurs CO2 dans les salles – sans proposer aucune solution.

Informés par écrit depuis près de trois ans, Jean-Luc Moudenc et ses adjoints médecins ont choisi de ne rien faire.

Pourquoi j'agis

Depuis que j'ai contracté le Covid à l'été 2022, je vis avec des séquelles : une hypertension artérielle avec des pics à **23/10 de tension** – un risque majeur d'infarctus et d'AVC. J'ai dû perdre 30 kg, ce qui a provoqué des douleurs dorsales insupportables. Je vais à la piscine quasi quotidiennement pour me remuscler. De plus, je suis particulièrement fragile par rapport aux virus et bactéries à cause des fuites de mes valves cardiaques.

Mais je ne me bats pas que pour moi. Je me bats pour les agents municipaux et les éluEs dont l'état de santé les rend particulièrement à risque. Mais aussi pour toutes celles et ceux en bonne santé qui risquent un Covid long – c'est-à-dire **du handicap et de l'invalidité**. Des millions de personnes en sont déjà victimes.

Une alliance de fait contre la santé publique

Être de gauche, c'est défendre la solidarité collective. C'est refuser que chacun soit renvoyé à sa « responsabilité personnelle ». C'est protéger tout le monde – pas seulement ceux qui ont les moyens de se protéger seuls.

Jean-Luc Moudenc assume l'abandon de la santé publique. C'est cohérent avec son idéologie de droite. **Mais la gauche toulousaine, elle, se tait. Elle laisse faire. Elle ne soutient pas les demandes de protection collective.**

L'été 2025, Winslow Santé Publique et Handi-Social ont alerté tous les partis politiques français. Tous ont ignoré l'alerte – à l'exception de Révolution Permanente.

Le tri des personnes vulnérabilisées n'est pas une valeur de gauche.

Le mégaphone ou le silence

Le scandale n'est pas le mégaphone. Le scandale, c'est qu'il soit nécessaire.

Je ne veux pas faciliter la réélection de Jean-Luc Moudenc. La gauche reste un moindre mal. Mais je ne peux pas taire ses carences. Cette critique s'adresse aux organisations politiques, pas aux militants de base.

La question s'adresse maintenant aux états-majors de la gauche locale : allez-vous continuer à le laisser faire ?

Odile Maurin

Élue municipale de Toulouse – Non-inscrite – représentante de PEPS 31

Contact : odile@odilemaurin.fr

Documentation complète : <https://odilemaurin.fr/politique/un-megaphone-pour-la-sante-publique-quand-la-solidarite-doit-se-faire-entendre/>